

Unité départementale du Rhône  
63 avenue Roger Salengro  
69100 VILLEURBANNE

VILLEURBANNE, le 27/10/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/10/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **CMSE**

855 Rue René Descartes  
13100 AIX-EN-PROVENCE

Références : UD-R-SSDAS-22-259-AM  
Code AIOT : 0006101492

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/10/2022 dans l'établissement CMSE implanté Carrière de ST EXUPERY Planaise Est 69124 COLOMBIER SAUGNIEU. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CMSE
- Carrière de ST EXUPERY Planaise Est 69124 COLOMBIER SAUGNIEU
- Code AIOT : 0006101492
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

La carrière CMSE de Colombier Saugnieu est autorisée par l'arrêté préfectoral du 23 juillet 2003 complété par l'arrêté du 5 mars 2007 à exploiter une carrière de matériaux alluvionnaires qui à terme sera remblayée par des déchets inertes. L'autorisation a été accordée avec une remise en état qui doit être réalisée avant le 1er juillet 2028.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Action nationale relative au registre national des déchets, terres excavées et sédiments (RNDS).

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

En dehors des fiches de constats, l'inspection du site a permis de relever des écarts qu'il convient de corriger :

- La caméra située à l'entrée du site ne remplit plus sa fonction de contrôle du chargement des camions entrants puisque ces derniers n'empruntent plus la bascule à laquelle elle est dédiée.

Ce point est à corriger pour rétablir la première étape indispensable du contrôle visuel pour l'acceptabilité des déchets sur le site, soit en remplaçant la caméra vers la bascule utilisée par les camions entrants soit en réalisant un dispositif équivalent permettant à l'opérateur de visualiser le chargement des camions entrants.

- Concernant le suivi des eaux souterraines, l'exploitant a indiqué que le piézomètre PZ2 n'a pas été analysé au cours des dernières campagnes de contrôle dans la mesure où le forage n'est pas suffisamment productif et se trouve asséché lors de la purge initiale.

L'exploitant a précisé qu'un hydrocurage a été pratiqué par une entreprise spécialisée le jeudi 06 octobre 2022.

L'exploitant indique que des prélèvements auront lieu lors des prochaines campagnes même si les

temps de retour d'eau sont importants.

-Le site a fait l'objet d'une cessation partielle d'activité en 2019. La limite du site doit être formellement délimitée. Lors de la visite des bennes vides ont été déposées par la société DBS sur une zone débordant sur le périmètre de la carrière. L'exploitant a précisé suite à la visite avoir immédiatement fait retirer les bennes hors de la limite de son site.

L'exploitant transmettra sous 2 mois la confirmation que le site en activité est convenablement délimité.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Traçabilité des TEX et sédiments Contenu du registre chronologique	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 6	/	Sans objet
9	Traçabilité des TEX et sédiments Déclaration au registre national RNDTS	Autre du 28/12/2020, article R. 543-43-1-II	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Traçabilité des TEX et sédiments Contenu du registre chronologique	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 7	/	Sans objet
3	Traçabilité des TEX et sédiments Contenu du registre chronologique	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 8	/	Sans objet
4	Traçabilité des TEX et sédiments Contenu du registre chronologique	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 9	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Traçabilité des TEX et sédiments Contenu du registre chronologique	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 9	/	Sans objet
6	Traçabilité des TEX et sédiments Contenu du registre chronologique	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 10	/	Sans objet
7	Traçabilité des TEX et sédiments Contenu du registre chronologique	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 11	/	Sans objet
8	Traçabilité des TEX et sédiments Contenu du registre chronologique	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 13	/	Sans objet
10	Traçabilité des TEX et sédiments Déclaration au registre national RNDTS	Autre du 28/12/2020, article R. 543-43-1.-IV	/	Sans objet
11	Traçabilité des TEX Caractère approprié des filières de valorisation	Autre du 17/12/2010, article L 541-2	/	Sans objet
12	Traçabilité des TEX Caractère approprié des filières de valorisation	Autre du 10/02/2020, article L 541-7-1	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La tenue des registres permettant la traçabilité des déchets inertes et terres excavées utilisés comme remblai sur site est globalement très satisfaisante. Quelques ajustements devraient être finalisés au niveau du groupe Colas afin de permettre leur versement dans la base du registre national des déchets, terres excavées et sédiments (RNDTS).

Concernant les autres points relevés lors de la visite du site, il appartient à l'exploitant de correctement délimiter son site et de contrôler tous les accès et toutes les activités qui sont exercées dans le périmètre du site.

Enfin, le suivi de la nappe doit être réalisé sur la totalité des ouvrages (se référer à la norme en vigueur NFX-31615 qui prévoit spécifiquement le cas des nappes peu productives au point 6.7.6).

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Traçabilité des TEX et sédiments Contenu du registre chronologique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 6
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, TEX – Tenue registre chronologique
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les personnes effectuant un transit, un regroupement ou un traitement de terres excavées et sédiments ayant ou non le statut de déchet, y compris les personnes les valorisant, notamment en remblayage, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les lots de terres excavées et sédiments entrants.</p> <p>Le registre des terres excavées et sédiments entrants contient au moins, pour chaque lot entrant, les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date d'entrée dans l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la date de réception ;</li> </ul> <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la dénomination usuelle des terres excavées et sédiments ;</li> <li>- les données issues de l'analyse chimique des terres excavées et sédiments lorsque cette analyse est nécessaire pour valoriser ou éliminer les terres excavées et sédiments, ou lorsque ces données sont disponibles ;</li> <li>- lorsque les terres excavées et sédiments ont le statut de déchet, le code déchet au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;</li> <li>- s'il s'agit de déchets POP au sens de la définition de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;</li> <li>- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;</li> <li>- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement ;</li> <li>- la quantité de terres excavées et sédiments en tonne ou en m3 ;</li> </ul> <p>c) Concernant l'origine et le transport des terres excavées et sédiments :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial des terres excavées et sédiments ;</li> <li>- la ou les parcelles cadastrales du lieu de production des terres excavées et sédiments avec leurs identifications, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de production ;</li> <li>- l'identifiant du terrain lorsque les terres ont été extraites d'un terrain placé en secteur d'information sur les sols au titre de l'article L. 125-6 ;</li> <li>- la raison sociale et le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des terres excavées et sédiments ;</li> <li>- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement ;</li> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, et s'il y a lieu, leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;</li> <li>- le cas échéant, la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, et leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si les terres excavées ou les sédiments sont gérés par un courtier ou un négociant ;</li> </ul> <p>d) Concernant l'opération de traitement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le code du traitement qui va être opéré selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets.</li> </ul> <p>Lorsque les terres excavées et sédiments n'ont pas le statut de déchet, est choisi le code de traitement le plus approprié au vu de l'utilisation qui sera faite des terres excavées et sédiments ; - lorsque les terres excavées et sédiments sont valorisés en remblayage, notamment dans le cadre d'un projet d'aménagement ou en lien avec des infrastructures linéaires de transport, ou dans le cadre d'une activité agricole au sens de l'article L. 311-1 du code rural et de la pêche maritime, les parcelles cadastrales de destination avec leur identification, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de valorisation ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;</li> <li>- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.</li> </ul>
<b>Constats :</b>

Les déchets admissibles pour les opérations de remblayage sont uniquement des déchets inertes. Les registres de suivi des déchets admis sur le site ont été consultés pendant l'inspection. Le groupe Colas a mis en place un système informatisé dématérialisant le registre de suivi. L'exploitant a fait suivre après l'inspection un extrait du registre portant sur l'année 2022.

L'adresse du chantier d'origine des terres apportées est connue et indiquée dans ce registre. Le registre national exige en plus de l'adresse l'indication des parcelles cadastrales du lieu de production des terres excavées et sédiments ou à défaut d'existence de registre cadastré sur la zone une localisation précise (par une donnée GPS par exemple). Ces précisions en matière de localisation du chantier d'origine (identification de la parcelle ou à défaut localisation précise) n'apparaissent pas dans l'actuel registre.

Les renseignements présents dans le registre doivent être complétés sur les points suivants :

- les données issues de l'analyse chimique des terres excavées et sédiments lorsque ces données sont disponibles ;
- la ou les parcelles cadastrales du lieu de production des terres excavées et sédiments avec leurs identifications, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de production ;
- l'identifiant du terrain lorsque les terres ont été extraites d'un terrain placé en secteur d'information sur les sols au titre de l'article L. 125-6 ;

L'exploitant a précisé qu'une application est développée par le groupe Colas pour faire correspondre l'outil existant aux exigences prévues par le cadre du registre national des déchets terres excavées et sédiments

L'intégralité des données de l'année 2022 devront être transmises sur l'outil au plus tard le 31 décembre 2022 .

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

## N° 2 : Traçabilité des TEX et sédiments Contenu du registre chronologique

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 7

**Thème(s) :** Actions nationales 2022, TEX – Tenue registre chronologique

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

### **Prescription contrôlée :**

Les personnes produisant ou expédiant des terres excavées et sédiments tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les lots de terres excavées et sédiments sortants. (...)

### **Constats :**

L'exploitant ne produit pas de terres excavées ou de sédiments.  
Il n'est pas concerné par ce point de contrôle.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

### N° 3 : Traçabilité des TEX et sédiments Contenu du registre chronologique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 9
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, TEX – Tenue registre chronologique
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les négociants et les entreprises de courtage tiennent à jour un registre chronologique des terres excavées et sédiments gérés. (...)
<b>Constats :</b> L'exploitant ne réalise ni du courtage, ni du négoce de terres excavées ou de sédiments. Il n'est pas concerné par ce point de contrôle.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 4 : Traçabilité des TEX et sédiments Contenu du registre chronologique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 10
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, TEX – Tenue registre chronologique
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les informations contenues dans les registres visés aux articles 1er et 2 du présent arrêté, tenus par les personnes exploitant des établissements réceptionnant et réexpédiant des déchets, assurent la traçabilité entre les déchets entrants et les déchets sortants.  Les informations contenues dans les registres visés aux articles 6 et 7 du présent arrêté, tenus par les personnes exploitant des établissements réceptionnant et réexpédiant des terres excavées et sédiments, assurent la traçabilité entre les lots entrants et les lots sortants.  Les établissements réalisant une transformation importante des déchets, des terres excavées ou des sédiments, ne permettant plus d'en assurer la traçabilité, sont exonérées des obligations de traçabilité spécifiées aux deux premiers alinéas, uniquement si l'arrêté préfectoral fixant les prescriptions d'exploitation de ces installations le prévoit.  Les informations contenues dans les registres visés aux articles 1er et 5 du présent arrêté, tenus par les personnes qui traitent des substances ou objets qui sont des déchets afin qu'ils cessent d'être des déchets conformément à l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, y compris pour les terres excavées et sédiments ayant le statut de déchets, permettent d'assurer la traçabilité entre les déchets entrants et les substances ou objets ayant cessé d'être des déchets.
<b>Constats :</b> Aucun écart n'a été relevé. L'exploitant ne réalise pas de réexpédition de déchets. Il arrive que des déchets entrants ne soient pas acceptés s'ils ne respectent pas les critères prévus. L'exploitant tient un registre concernant les déchets refusés. Ce registre a été consulté lors de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 5 : Traçabilité des TEX et sédiments Contenu du registre chronologique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 11
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, TEX – Tenue registre chronologique
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les registres visés au présent arrêté sont conservés pendant au moins trois ans et sont tenus à la disposition des autorités compétentes.
<b>Constats :</b> Aucun écart n'a été relevé. L'exploitant a conservé ses registres sur une durée supérieure à 3 ans.
Type de suites proposées : Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : Traçabilité des TEX et sédiments Contenu du registre chronologique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 13
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, TEX – Tenue registre chronologique
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les registres spécifiés aux articles 1er à 9 du présent arrêté peuvent être contenus dans un document papier ou informatique.
<b>Constats :</b> Le registre est tenu en version numérique.
Type de suites proposées : Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 : Traçabilité des TEX et sédiments Déclaration au registre national RNDTS**

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 28/12/2020, article R. 543-43-1.-II
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, TEX – Transmission au RNDTS
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des terres excavées et sédiments ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes produisant ou traitant des terres excavées et sédiments, y compris les personnes effectuant une opération de valorisation de terres excavées et sédiments et les personnes exploitant une installation de transit ou de regroupement de terres excavées et sédiments. Le registre national des terres excavées et sédiments et le registre national des déchets mentionné à l'article R. 541-43 peuvent constituer une unique base de données.</p> <p>Ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission a lieu, au plus tard, le dernier jour du mois suivant l'expédition, la réception ou le traitement, y compris la valorisation, des terres excavées et sédiments, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges automatisés de données selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement.</p> <p>Afin d'assurer la sauvegarde des intérêts de la défense nationale, des modalités spécifiques de transmission peuvent être prévues pour les services placés sous l'autorité du ministre de la défense, dans des conditions définies par arrêté conjoint du ministre chargé de l'environnement et du ministre de la défense.</p> <p>La transmission des informations au registre national des déchets, mentionné à l'article R. 541-43, vaut transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments lorsque cette transmission respecte les conditions du présent II en matière de délai et de contenu.</p> <p>La transmission des informations du bordereau électronique au système de gestion des bordereaux de suivi de déchets mentionné à l'article R. 541-45 vaut transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments lorsqu'elle respecte les conditions du présent II en matière de délai et de contenu.</p> <p>La gestion du registre national des terres excavées et sédiments peut être confiée à une personne morale de droit public désignée par le ministre chargé de l'environnement.</p> <p>Les personnes s'étant acquittées de l'obligation de transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments n'ont plus l'obligation de tenir à jour et de conserver le registre prévu au I.</p> <p>Les données présentes dans le registre national des terres excavées et sédiments demeurent accessibles à la personne les ayant transmises, de façon à ce qu'elle puisse les présenter aux autorités en charge du contrôle, à leur demande.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Pour réaliser le versement du registre informatique actuel dans la base nationale une application est en cours de développement pour le groupe Colas.</p> <p>Il est attendu que le versement de l'intégralité des données de 2022 soit réalisé avant la fin de l'année 2022.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 8 : Traçabilité des TEX et sédiments Déclaration au registre national RNDTS

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 28/12/2020, article R. 543-43-1.-IV
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, TEX – Transmission au RNDTS
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> IV.-Sont exemptés des obligations prévues aux I et II :</p> <p>1° Les ménages ;</p> <p>2° Sans préjudice des articles R. 541-43 et R. 541-45, les producteurs de terres excavées et sédiments :</p> <p>a) Pour les terres excavées issus d'une opération d'aménagement ou de construction produisant un volume total de terres excavées inférieur à 500 m<sup>3</sup> ;</p> <p>b) Pour les sédiments excavés issus d'une opération de dragage produisant un volume total de sédiments inférieur à 500 m<sup>3</sup>.</p> <p>3° Sans préjudice des articles R. 541-43 et R. 541-45, les personnes valorisant des terres excavées et sédiments lorsque le volume utilisé pour une même opération de valorisation est inférieur à 500 m<sup>3</sup>.</p>
<p><b>Constats :</b> La prescription n'appelle pas de remarque particulière quant à son application par l'exploitant dans la mesure où celui-ci n'a pas encore transféré sur le registre national ses registres. Les modalités de transfert, dont le seuil de 500 m<sup>3</sup> ne devrait pas poser de difficulté puisque les registres actuels sont complétés même pour des tonnages moins élevés.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 9 : Traçabilité des Tex Caractère approprié des filières de valorisation

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 17/12/2010, article L 541-2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, TEX – Conformité des exutoires
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Tout producteur ou détenteur de déchets est tenu d'en assurer ou d'en faire assurer la gestion, conformément aux dispositions du présent chapitre.</p> <p>Tout producteur ou détenteur de déchets est responsable de la gestion de ces déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers.</p> <p>Tout producteur ou détenteur de déchets s'assure que la personne à qui il les remet est autorisée à les prendre en charge.</p>
<p><b>Constats :</b> Aucun écart n'a été relevé. Les terres excavées réceptionnées sur le site de Colombier doivent répondre aux critères inertes pour être valorisées en remblayage de la carrière.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 10 : Traçabilité des Tex** Caractère approprié des filières de valorisation

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 10/02/2020, article L 541-7-1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, TEX – Conformité des exutoires
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout producteur ou, à défaut, tout détenteur de déchets est tenu de caractériser ses déchets et en particulier de déterminer s'il s'agit de déchets dangereux ou de déchets qui contiennent des substances figurant sur la liste de l'annexe IV du règlement (UE) 2019/1021 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 concernant les polluants organiques persistants, ou qui sont contaminés par certaines d'entre elles. (...)  Tout producteur ou détenteur de déchets est tenu de fournir les informations nécessaires à leur traitement lorsque les déchets sont transférés à des fins de traitement à un tiers.
<b>Constats :</b> Aucun écart n'a été relevé. L'exploitant est en mesure de justifier de la nature des déchets réceptionnés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet